





# CROUS Bourgogne-Franche-Comté

## Réhabilitation de la cité universitaire Beaune Bourgogne Campus de Dijon

<b>MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>CROUS Bourgogne-Franche-Comté</b> 32 rue de l'Observatoire 25000 BESANCON <div data-bbox="1225 427 1369 566"></div>
<b>MAITRES D'ŒUVRE</b>	<b>A&amp;B Architectes – PMCR</b> 12 rue du dessous des Berges 75013 PARIS <div data-bbox="1241 591 1377 723"></div>
	<b>SCOPING, Ingénierie et Conseil</b> 36 avenue Françoise Giroud 21 000 DIJON <div data-bbox="1166 786 1420 869"></div>
	<b>AMPLITUDE</b> 22 rue Salomon Reinach 69007 LYON <div data-bbox="1174 925 1407 994"></div>



## CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

**DCE**

**CCTP**

A	07/03/2025	Première édition
Indice	Date	Nature

Etabli par : VL

Vérifié par : MT

Approuvé par : AMU

Le : 07 mars 2025

Le : 07 mars 2025

Le : 07 mars 2025

N° affaire : CO-24-21D-850

## **SOMMAIRE**

### **GENERALITES**

<b>1.00</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
1.00.1	PRESENTATION DU PROJET.....	3
1.00.2	PRESENTATION DU PROJET.....	3
1.00.3	OBJET DE LA CHARTE.....	4
<b>1.10</b>	<b>LES ENGAGEMENTS .....</b>	<b>4</b>
1.10.1	LA PRISE D'INFORMATION.....	4
1.10.2	LA MAITRISE DES MODES OPERATOIRES .....	4
1.10.3	LE MAINTIEN DE LA QUALITE DE VIE .....	5
1.10.4	LA SECURITE .....	5
<b>1.20</b>	<b>GESTION DES DECHETS DE CHANTIER .....</b>	<b>6</b>
1.20.1	PRINCIPES GENERAUX .....	6
1.20.2	LES DIFFERENTS TYPES DE DECHETS .....	6
1.20.2.1	LES DECHETS INERTES.....	6
1.20.2.2	LES DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB).....	6
1.20.2.3	LES DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX (DIS OU DECHETS DANGEREUX).....	7
1.20.2.4	LES DECHETS D'EMBALLAGES .....	7
1.20.3	EXIGENCES CONCERNANT LES DECHETS LORS DE LA PREPARATION DE CHANTIER.....	7
1.20.4	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TRI, APPLICABLES A TOUS LES LOTS .....	8
1.20.5	PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES .....	8
1.20.6	TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCE .....	10
1.20.7	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE, A LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS, APPLICABLES AU PRESTATAIRE EXTERNE, CHARGE DE L'APPROVISIONNEMENT DES BENNES.....	10
1.20.7.1	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE DES DECHETS.....	10
1.20.7.2	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA VALORISATION ET A L'ELIMINATION DES DECHETS .....	11
1.20.7.3	TABEAU DE BORD DE GESTION : DECHETS, EAU, ELECTRICITE.....	12
1.20.8	PENALITES .....	12

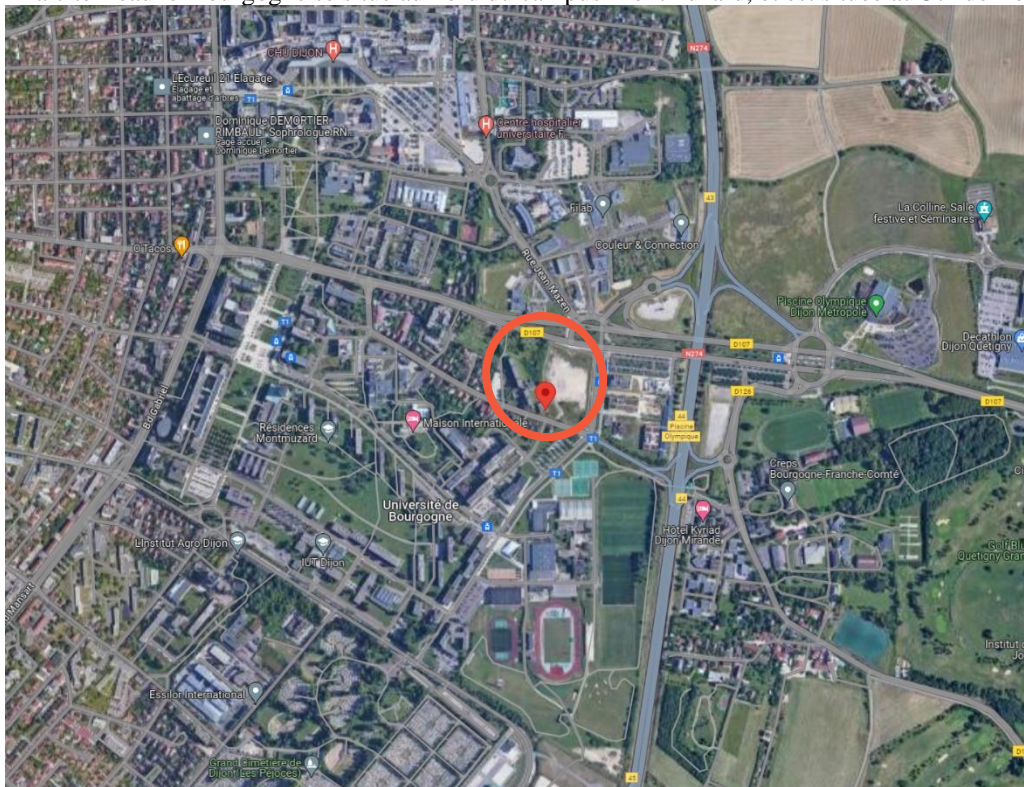
## **1.00** **PREAMBULE**

Dans le cadre de son engagement à assurer une démarche de Qualité Environnementale, la Maîtrise d’Ouvrage s’engage sur la réalisation d’un chantier à faibles nuisances.

### **1.00.1** **PRESENTATION DU PROJET**

### **1.00.2** **PRESENTATION DU PROJET**

La cité Beaune-Bourgogne se situe au nord du campus Montmuzard, et est située au 37 rue Recteur Marcel Bouchard à Dijon (21).



Le site se compose de 2 résidences de logements étudiants :

- Résidence Beaune : Bâtiment en R+4 avec un sous-sol, d’une surface HO d’environ 5200m<sup>2</sup>
- Résidence Bourgogne : Bâtiment en R+2 sur vide-sanitaire, d’une surface HO d’environ 900m<sup>2</sup>

Et comporte en outre :

- Une salle événementielle LA ROTONDE
- Deux logements de fonction



Les travaux consistent en la réalisation complète de la réhabilitation et réaménagement des Résidences, création d'aménagement extérieurs et reprises de réseaux en VRD.

D'une façon générale et sauf spécifications particulières du C.C.T.P., les prestations dues au titre du présent marché concernent exclusivement celles incluses dans l'emprise au sol du terrain, y compris les travaux d'aménagement des abords immédiats au projet.

### **1.00.3** **OBJET DE LA CHARTE**

Les réhabilitations en site occupé, ce n'est pas que des travaux et de la technique c'est aussi et surtout de l'humain.

Nous allons vous confier la réalisation des travaux de réhabilitation de notre patrimoine et à ce titre vos équipes, vos prestataires et vos sous-traitants vont partager pendant plusieurs mois le quotidien de nos habitants, de nos prestataires et de notre personnel de proximité.

La prise en compte des usages, des habitudes, des besoins et des attentes ainsi que le respect des engagements ci-dessous sont indispensables au bon déroulement de vos travaux et à l'acceptation par les habitants des nuisances qui seront inévitablement générées.

Il identifie tous les risques potentiels, tous types d'interventions confondues.

## **1.10** **LES ENGAGEMENTS**

### **1.10.1** **LA PRISE D'INFORMATION**



En période de préparation de chantier, il est indispensable de rencontrer et de prendre les coordonnées :

- Du personnel du site
- Des prestataires du site : nettoyage, chaufferie, ascenseur
- Des habitants des logements de fonction et de consigner leurs disponibilités

### **1.10.2** **LA MAITRISE DES MODES OPERATOIRES**



Elaboration des modes opératoires, choix des techniques et matériels pour :

- Garantir la sécurité permanente des habitants
- Minimiser les nuisances sonores, visuelles voire olfactives
- Minimiser le nombre et la durée des interventions dans un même logement.

Contrôle et validation des modes opératoires lors du logement témoin et des chantiers test.

Contrôle du respect des modes opératoires en cours de chantier.

#### **La communication et l'information**

Une information claire, lisible et adaptée est indispensable au bon déroulement du chantier et constitue un attendu important des habitants

La communication doit porter sur l'ensemble des éléments en lien avec la vie quotidienne des habitants :

- Les emprises de chantier (impact sur les circulations piétonnes et véhicules/ modification de la gestion du site : ordures ménagères, stationnements)
- Le planning
- Les contraintes d'accès au pied d'immeuble,
- Les coupures d'électricité, eau, fluides
- Les travaux induisant un niveau sonore et d'empoussièrement exceptionnel

### **1.10.3** **LE MAINTIEN DE LA QUALITE DE VIE**

Les parties privatives :

- Logement utilisable normalement les soirs et week-ends (accès, fluides, réseaux et équipements).
- Arrêt des travaux dérangeants à l'heure de déjeuner.
- Stockage de matériels et matériaux strictement interdit en fin de journée
- Abords et logements maintenus propres
- Respect et protection des meubles et équipements
- Signature d'un quitus de fin d'intervention garantissant la satisfaction de l'occupant.

Les parties communes (halls, cages d'escalier et paliers...) :

- L'entreprise a la responsabilité de la propreté quotidienne des parties communes en travaux et/ou utilisées pour faire les travaux dans les logements, incluant un nettoyage « professionnel » chaque vendredi soir.
- Stockage de matériels et matériaux strictement interdit en permanence
- Maintien permanent de l'éclairage et des conditions de sécurité
- Maintien permanent du contrôle d'accès
- Maintien permanent du service postal

Espaces extérieurs : garantir les circulations et le stationnement

- Maintien des accès aux halls
- Maintien des circulations piétonnes et véhicules
- Maintien des stationnements le cas échéant
- Maintien de la continuité des services (points de collecte et ramassage des ordures ménagères...)

### **1.10.4** **LA SECURITE**



Les cheminements des habitants et les accès aux équipements communs

- Le traitement du sol provisoire ne doit pas altérer les caractéristiques existantes (type PMR) grâce à l'utilisation de matériaux stables et utilisables en toutes conditions d'intempéries
- Le maintien des circulations et accès aux locaux communs avec, le cas échéant, la création de zone de remplacement et entrée d'immeubles
- Réalisation de passages couverts si risque de chute de matériels et/ou matériaux



Fermeture des zones de chantier

- Des cultures étanches continues, rigides et pérennes équipées de brise vue
- Des zones de stockage et de tri étanches
- Entretien et remise en état des espaces occupés si besoin



Maintien de la propreté et limitation des nuisances chantier

- Bennes vidées régulièrement et équipées à minima de filet
- Limitation du bruit et des poussières par l'utilisation d'équipements adaptés



Une signalétique efficace et pérenne suivant l'avancement des travaux, identifiant clairement :

- Les bâtiments
- Les accès, les entrées
- Les zones de circulation par fléchage,
- Les zones de stationnement



La gestion des flux de circulation chantier

- Eviter les heures d'affluence
- Limiter à 30 kms/h les déplacements de tous les véhicules
- Si modification de circulation, proposition de moyen adapté à faire valider par le maitre d'ouvrage
- Porter une attention particulière aux zones à risques : sortie d'école, locaux associatifs, commerces...



## **1.20** **GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

### **1.20.1** **PRINCIPES GENERAUX**

L'organisation prévue a pour objectif d'assurer le respect des exigences réglementaires, dans des conditions de transparence des quantités de déchets et des coûts d'évacuation par type, tout en responsabilisant chaque intervenant.

C'est pourquoi :

- Les entreprises sont incitées à mettre en œuvre des accords avec leurs fournisseurs pour la récupération des emballages, des chutes, des contenants (pots, cartouches...). De tels accords seront formalisés par écrit et transmis pour information au Maître d'Ouvrage.
- L'évacuation des déchets et la gestion des bennes collective sera gérée par l'entreprise du lot 02
- Les entreprises qui possèdent leur propre filière (par exemple récupération des déchets inertes pour une utilisation ultérieure) devront fournir au Maître d'Ouvrage les informations sur les quantités récupérées et les coordonnées de la filière traitant les déchets.

Le titulaire du marché sera chargé de choisir un prestataire externe pour l'approvisionnement et l'évacuation des déchets vers les filières les plus appropriées. Ce prestataire externe sera soumis aux obligations relatives au stockage, à l'élimination et à la valorisation des déchets, et devra recevoir l'agrément du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise devra :

- gérer les relations avec le prestataire externe responsable de l'approvisionnement et de l'évacuation des déchets vers les filières les plus appropriées (demande d'approvisionnement ou d'évacuation de bennes, visa avant enlèvement des bennes, récupération des bordereaux de suivi des déchets),
- vérifier la bonne exécution du tri auprès des entreprises,
- transmettre les bordereaux de suivi des déchets (BSD) au Maître d'Ouvrage ; légalement, les BSD ne sont obligatoires qu'à partir d'un certain tonnage de DIS, cependant le Maître d'Ouvrage a souhaité que les BSD concernent l'ensemble des types de déchets afin d'estimer, en fin de chantier, la quantité de déchets générés par type, le pourcentage de valorisation...C'est pourquoi le suivi des déchets est obligatoire et la tenue d'un registre des déchets est à prévoir et à transmettre à la MOA.

### **1.20.2** **LES DIFFERENTS TYPES DE DECHETS**

La réglementation conduit à identifier huit catégories de déchets (art. L 541-1-2 Code de l'env., décret n°2021-950 du 16 juillet 2021, toutes les catégories sont concernées par le projet hormis le textile ) divisé en quatre groupes que sont : les déchets inertes, les déchets industriels banals, les déchets industriels spéciaux et les déchets d'emballages.

Dans le cadre du projet, les Entreprises devront prévoir un tri sous 8 flux :

- Métal
- Plastique
- Bois
- Verre
- Papier/carton
- Fractions minérales (bétons, briques, tuiles, pierres, ..)
- Plâtres
- Textile

#### **1.20.2.1** **LES DÉCHETS INERTES**

Ces sont des produits naturels (pierres, terres, matériaux de terrassement) ou manufacturés (béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire...) qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage.

Ils sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III. Ces sites ne sont pas actuellement soumis à une réglementation spécifique, mais cette situation va évoluer.

Par conséquent, les déchets inertes devront obligatoirement être dirigés vers un centre de recyclage.

#### **1.20.2.2** **LES DÉCHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)**

Ce sont des déchets produits par l'artisanat, l'industrie, le commerce et les services non dangereux ni toxiques et non inertes. Ils peuvent être monomatériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume...) ou composites (fils électriques, adhésifs), fibreux (isolants en laine minérale, à l'exception de l'amiante) ou non (verre traité, alvéolaires (isolants en mousse PSR ou PUR).

Les DIB seront dirigés vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération, valorisation, des incinérateurs ou des centres de stockage de classe II (à limiter au maximum) En effet, la loi du 13 juillet 1992 stipule que seuls les déchets ultimes seront autorisés en centres de classe 2 après le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Cette date butoir a cependant été repoussée à une date ultérieure.

### **1.20.2.3** **LES DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX (DIS OU DÉCHETS DANGEREUX)**

Ce sont des déchets qui contiennent des substances dangereuses et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination. Une première liste parue en 1997 donne par exemple :

- le bois traité avec de la créosote ou des sels de métaux lourds type CCA,
- les peintures, solvants et vernis étiquetés T+, T ou Xn ou dangereux pour l'environnement et les contenants associés,
- les matériels de peinture (outils, emballages) souillés avec les produits précédents,
- les produits issus de la combustion de la houille ou du mazout (goudrons, suies...),
- les produits chimiques de traitement (antioxydant, fongicides, abrasifs, détergents...),
- les agents de fixation et de jointoiement non mis en œuvre,
- les huiles minérales de vidange,
- les chiffons souillés par des produits de cette liste,
- les DIB mélangés et souillés par des DIS (en particulier les emballages vides non rincés).

Les DIS doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération ou d'incinération.

### **1.20.2.4** **LES DÉCHETS D'EMBALLAGES**

Ce sont des DIB à condition qu'ils ne soient pas souillés par des produits dangereux. Au-delà d'une production de 1,1 m<sup>3</sup>/semaine, les DIB sont soumis à des objectifs de tri et de valorisation stricts (décret du 13/07/94 sur les emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages). Ce sont principalement :

- les palettes de bois ou de plastique,
- les emballages plastiques (housses, cales polystyrènes, flacons, bouteilles et bidons) non souillés par des DIS,
- les emballages en papier et en carton,
- les emballages métalliques non souillés par des DIS,
- les déchets d'emballages doivent être remis à une entreprise agréée pour être valorisés.

### **1.20.3** **EXIGENCES CONCERNANT LES DECHETS LORS DE LA PREPARATION DE CHANTIER**

#### **Mise en place du SOGED**

Afin d'organiser la gestion des déchets sur le chantier, l'entreprise réalise un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets, ou SOGED, dès la phase de préparation de chantier. Le SOGED sera mis à jour si nécessaire suite à une évolution de la gestion des déchets au cours du chantier.

Il présentera la réponse de l'entreprise aux exigences de la charte sur les points suivants :

- Les dispositions à appliquer afin de réduire les quantités de déchets produites,
- L'estimation des quantités de déchets prévisionnelles pour chaque typologie de déchets.

Le SOGED de l'entreprise titulaire devra présenter en complément les informations relatives à l'élimination des déchets :

- la sélection des prestataires en charge du traitement des déchets ;
- la définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- la liste des filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets ;
- les dispositions proposées pour la collecte finale (bennes, fûts...) et intermédiaire (conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...) ;
- les agréments nécessaires pour le transport et la valorisation des déchets ;
- les arrêtés et certificats d'autorisation ou d'acceptation des centres de tri, valorisation, élimination...

#### **Evaluation des quantités de déchets**

L'entreprise s'engage à fournir en amont des travaux, les estimatifs de ses déchets, leur mode d'élimination (filiales, éventuellement logistique associée...), le suivi prévu et le coût correspondant (à faire apparaître comme une ligne supplémentaire de la formation de l'offre dans la décomposition du prix global et forfaitaire). Cette évaluation doit concerner les déchets dangereux et non dangereux.

## **1.20.4** **PRESCRIPTIONS RELATIVES AU TRI, APPLICABLES A TOUS LES LOTS**

Aucun produit, matériau ou matériel ne doit être abandonné ou délaissé. Le déchet doit être dirigé ou préparé pour son évacuation et son traitement.

Les entreprises ont obligation de trier leurs déchets et de les déposer dans les bennes qui sont mises en place en fonction des opportunités de récupération et de valorisation locales.

Il est interdit :

- de brûler des déchets sur les chantiers ou ailleurs (loi 61-842 du 2 août 1961 et loi 92-646 du 13 juillet 1992),
- d'abandonner ou d'enfouir des déchets quels qu'ils soient, même inertes, dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages ou des chantiers,
- de mettre en centre de stockage de classe III des déchets non « inertes » (loi 92-646 du 13 juillet 1992),
- de laisser des déchets spéciaux sur le chantier.

Il est obligatoirement demandé :

- de séparer au minimum les quatre types de déchets suivants :
  - déchets inertes,
  - déchets industriels banals autres que les emballages,
  - déchets d'emballages,
  - déchets dangereux,
- de valoriser au maximum les déchets d'emballages.

Le tri sera effectué au plus près des sources de production.

Si les déchets ne sont pas triés, ils seront expédiés vers le centre de stockage capable de recevoir la catégorie de déchets la plus contraignante et le coût sera répercuté soit à l'entreprise fautive soit aux entreprises solidairement responsables (compte prorata).

Les entreprises devront :

- réaliser une Carte d'Identification des Déchets de l'Entreprise (CIDE) et transmettre aux ouvriers une information précise sur le sujet ; le but des CIDE est d'informer les compagnons d'une entreprise sur la nature des déchets générés par leur activité et aussi de leur indiquer ce qu'ils doivent faire des déchets produits et dans quelle benne les jeter,
- mettre en place des moyens de collecte interne qui permettent à l'ouvrier de prolonger son geste sans effort supplémentaire lors de la création du déchet (lien chantier propre /ergonomie),
- choisir judicieusement la position des conteneurs (contenants principaux et intermédiaires) de manière à ne pas augmenter la surcharge de travail des ouvriers,
- assurer la propreté des zones d'entreposage des déchets et de l'ensemble du chantier.

En cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises sur le site, un attachement sera fait par le Maître d'Œuvre à une entreprise tiers pour se substituer à l'entreprise défaillante (aux frais du titulaire).

## **1.20.5** **PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

De façon complémentaire, les actions suivantes sont demandées à toutes les entreprises :

- privilégier les systèmes et produits générant le moins possible de déchets, surtout les déchets dangereux, en particulier :
  - interdiction d'utilisation des produits toxiques comportant une étiquette R20 à R29, R31 à R33, R39, R40, R45 à R49,
- limiter la production de déchets au quotidien par les actions suivantes :
  - choix des procédés et précisions des réservations, les réservations en polystyrène seront interdites,
  - calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes,
  - approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage,
  - livraison sur palettes et conteneurs consignés,
  - recyclage sur place de certains déchets comme par exemple des déchets inertes pour des sous-couches de voirie (avec accord de la Maîtrise d'Œuvre),
- négocier avec les fournisseurs le type d'emballage (recyclé, perdu) en fonction de sa fonction et des moments possibles de déballeage,



- analyser les fiches d'approvisionnement pour ne pas oublier les déchets d'usage (bois de coffrage, huile de décoffrage, matériaux de réservation, entretien des machines, eau de lavage des centrales à béton, déchets de repas...), privilégier les produits recyclables.

Par ailleurs, l'entreprise devra désigner un **correspondant « environnement »**, chargé de relayer au sein de l'entreprise et de ces sous-traitants l'information sur les modalités de tri et d'évacuation des déchets et sur le chantier propre.

## **1.20.6** **TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCE**

Les principaux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets sont (liste non exhaustive) :

- loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances,
- arrêté du 4 janvier 1985 suivi des déchets,
- loi n° 88-1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur Etude Déchets,
- loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, notion de déchets ultimes,
- arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux déchets de classe I,
- décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages Industriels,
- loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- arrêté ADR du 5 décembre 1996 sur le transport des déchets,
- règlement CEE n° 259/93 modifié par le 120/97 sur les mouvements transfrontaliers des déchets,
- décret 98-679 du 30 juillet 1998,
- directive européenne du 16 juillet 1999,
- règlement des transports des matières dangereuses,
- plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- schéma départemental d'élimination des déchets du BTP,
- règlement sanitaire départemental.

L'élimination et la valorisation des déchets devront s'inscrire dans le cadre des schémas régional et départemental d'élimination des déchets.

Bien que hors du champ d'application sur un chantier, le décret du 1<sup>er</sup> mars 1993 relatif aux rejets de toutes natures des installations classées soumises à autorisation et la circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de traitement des déchets sont inclus dans les textes de base à respecter comme instructions techniques.

## **1.20.7** **PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE, A LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS, APPLICABLES AU PRESTATAIRE EXTERNE, CHARGE DE L'APPROVISIONNEMENT DES BENNES**

### **1.20.7.1** **PRESCRIPTIONS RELATIVES AU STOCKAGE DES DÉCHETS**

Le prestataire externe sera chargé de l'approvisionnement en bennes et devra se conformer aux prescriptions suivantes :

Le stockage des déchets se fera :

- soit en benne ouverte (benne bateau ou benne avec porte) d'une hauteur qui permette la vidange aisée des déchets,
- soit en benne fermée avec couvercle ou conteneur pour les déchets spéciaux (pour des raisons de sécurité et éviter le surcoût d'élimination d'eau souillée),
- soit en benne fermée ou bâchée pour les déchets que des intempéries prolongées pourraient rendre impropres à la valorisation,
- soit en benne couverte d'un filet pour les déchets d'emballages susceptibles de s'envoler comme les isolants par exemple,
- soit en big-bag (conteneur souple),
- soit autres (fûts, conteneur pour les métaux non ferreux par exemple).

Sur la zone d'entreposage des déchets seront au minimum présents :

- une benne pour les déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelage, béton, plâtre, etc.),
- un contenant pour les DIS (pots de peinture, résidus de colle, emballages divers de produits toxiques), avec un couvercle pour la protection contre la pluie,
- une benne pour les déchets d'emballages (carton, housses plastiques en polyéthylène, films polyane, polystyrène, PVC, palettes, etc.),
- une benne destinée aux DIB mélangés non valorisables ou souillés destinés à la décharge de classe 2 (plaques de plâtre-polystyrène, etc.),
- une benne pour les déchets DIB valorisables (bois, ferraille...) en fonction des phases du chantier.

La présence de bennes par nature de contenu, leur nombre et leur volume pourront être variables en fonction de l'avancement du chantier et donc de la nature des déchets produits.

Au niveau des aires de stockage, le prestataire en charge de l'approvisionnement et de l'évacuation des bennes devra proposer :

- une signalisation des bennes claire, l'identification des bennes sera notamment assurée par des icônes facilement identifiables par tous sur des panneaux de grande dimension et par une couleur pour chacune des cinq catégories de déchets,
- une implantation des bennes pouvant faciliter le tri,
- une gestion de la propreté des abords des bennes (piquetage au besoin au droit des bennes) mais aussi du chantier globalement.

L'implantation des bennes les unes par rapport aux autres pourrait par exemple être toujours la même afin que l'identification soit systématique pour les entreprises. Pour ce faire, les emplacements des bennes pourraient être matérialisés par les panneaux de signalisation fixés sur des poteaux au sol et non sur les bennes (exemple de gauche à droite : inertes, DIS, emballages ; DIB non valorisables, DIB valorisables).

### **1.20.7.2**      **PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA VALORISATION ET À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

Le prestataire aura en charge l'évacuation des bennes sur demande du gestionnaire du compte interentreprises vers les filières de valorisation et d'élimination.

Le tableau ci-dessous fournit les exigences en termes de valorisation et d'élimination des différents déchets :

Déchets collectés	Filière de traitement
Déchets inertes, gravats	Recyclage ou valorisation (technique routière, béton recyclé, remblai)
Déchets d'emballages (plastique, papiers et cartons)	Entreprise agréée pour valorisation, à défaut : Plate-forme de regroupement ou Centre de tri
Métaux ferreux	Reprise pour recyclage par un ferrailleur, à défaut : Plate-forme de regroupement ou Centre de tri
Bois bruts (non peints, non traités)	Valorisation en compost ou en plaquettes ou pour panneaux de particules, à défaut : Plate-forme de regroupement ou Centre de tri
Bois traités, à l'exclusion des traitements à la créosote ou au CCA, ou peints, à l'exclusion de peintures toxiques	Filière à préciser, à défaut : centre de traitement agréé
Plâtres	Reprise pour recyclage dans un centre spécialisé
Autres DIB	Filière à préciser, à défaut : Plate-forme de regroupement ou Centre de tri, à défaut enfouissement en décharge de classe II
Déchets industriels spéciaux (DIS)	Centre de traitement agréé
Menuiseries extérieures PVC/ALU	Entreprise agréée pour valorisation, à défaut : Plate-forme de regroupement ou Centre de tri

Il devra indiquer précisément la filière de destination des différents types de déchets au Maître d'Ouvrage pour validation avant intervention.

Il assurera :

- au niveau des contraintes légales :
  - la fourniture des arrêtés préfectoraux d'autorisation des centres de regroupement, transit, tri, valorisation, élimination et mise en décharge pour DIS et DIB,
  - la fourniture de l'arrêté municipal d'autorisation du site de remblaiement,
  - les copies des certificats d'acceptation préalable des centres d'élimination des DIS,
  - la fourniture des agréments nécessaires pour le transport des déchets et la valorisation des déchets d'emballages industriels,
  - le respect de l'ADR pour la société s'occupant du transport des DIS (si nécessaire),
- au niveau des contrôles :

- la fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets,
- la présentation des justificatifs de valorisation.

### **1.20.7.3** **TABLEAU DE BORD DE GESTION : DECHETS, EAU, ELECTRICITE**

L'entreprise tiendra à jour un tableau de bord de gestion concernant les déchets, les consommations d'eau et d'énergie. Il comprend les informations suivantes :

Gestion des déchets	Consommation d'eau	Consommation d'électricité
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Masses et volumes produits pour chaque type de déchets et par benne</li> <li>▪ Date d'enlèvement correspondante</li> <li>▪ Nom et coordonnées du transporteur</li> <li>▪ Nom et coordonnées du centre de récupération</li> <li>▪ Méthode de traitement des déchets appliquée</li> <li>▪ Incidents de tri signalés par le récupérateur</li> <li>▪ Pourcentage de valorisation, dont matière</li> <li>▪ BSD dûment complétés et archivés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Relevé de compteur mensuel chantier et cantonnement : * Consommation mensuelle chantier et cantonnement * Consommation cumulée chantier et cantonnement depuis le début du chantier</li> <li>▪ Effectif</li> <li>▪ Graphique de suivi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Relevé HP/HC mensuel chantier et cantonnement : * Consommation HP/HC mensuelle chantier et cantonnement * Consommation totale mensuelle chantier et cantonnement * Consommation cumulée chantier et cantonnement depuis le début du chantier</li> <li>▪ Effectif</li> <li>▪ Surface de cantonnement</li> <li>▪ Graphique de suivi</li> </ul>

### **1.20.8** **PENALITES**

En cas de non réalisation des prestations de gestion des déchets et de nettoyage prévues dans cette charte, les entreprises s'engagent à se voir appliquer les pénalités suivantes :

Présence de déchets dans une benne non appropriée	1 000 € HT/infraction
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	1 000 € HT/infraction
Non respect des obligations de nettoyage des véhicules	500 € HT/infraction
Non respect des plans de circulation de chantier	500 € HT/infraction
Non respect du nettoyage de chantier	500 € HT/infraction